

Chine–États-Unis : une nouvelle guerre froide ?

Éric Mottet

Numéro 811, hiver 2020–2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94422ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mottet, É. (2020). Chine–États-Unis : une nouvelle guerre froide ? *Relations*, (811), 32–34.



CHINE-ÉTATS-UNIS : UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE ?

La montée en puissance de l'Empire du Milieu ces dernières années signifie-t-elle pour autant que le monde se dirige vers une véritable guerre froide entre la Chine et les États-Unis ? La situation de rivalité mais aussi de codépendance qui lie les deux pays impose une réponse prudente à cette question.

Éric Mottet

L'auteur est professeur agrégé à l'Université du Québec à Montréal, directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est et directeur adjoint au Conseil québécois d'études géopolitiques

Guerre commerciale, rivalité technologique, crise de Hong Kong, arrestations de ressortissants chinois sur le sol américain, fermetures soudaines des consulats chinois à Houston et américain à Chengdu, rhétorique belliqueuse, appel de Washington à « une coalition du monde libre » contre la Chine... les relations tendues entre la Chine et les États-Unis connaissent une escalade prévisible depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. L'Empire du Milieu est désormais présenté par le gouvernement étasunien comme une puissance rivale sur les plans géopolitique, géoéconomique et géostraté-

gique dans la concurrence pour l'hégémonie mondiale. Malgré ce constat, se dirige-t-on pour autant vers une guerre froide entre les deux pays ?

L'émergence maîtrisée de la Chine

Le décollage économique de la Chine et sa montée en puissance dans l'économie mondiale constituent l'un des phénomènes les plus marquants de ce début de XXI^e siècle. En 1980, son PIB représentait 2,9 % du PIB mondial, alors qu'en 2020 il en représente près de 19,2 %, selon le *World Economic Outlook Data Base* du Fonds monétaire international. Quant aux projections pour 2050, elles placent la Chine en première position en matière de PIB, devant l'Inde et les États-Unis¹. Sur le plan commercial, l'ascension du pays est tout aussi impressionnante. Premier exportateur mondial de marchandises



L'attitude de confrontation adoptée par le président étasunien à l'égard de la Chine a accentué la tension entre les deux puissances rivales.
Photo: Maison-Blanche/Flickr



et second importateur derrière les États-Unis, la Chine a vu sa part des exportations mondiales passer de 2,5 % à 13,1 %, entre 1993 et 2018, et celle de ses importations de 2,7 % à 11 %².

La Chine est ainsi devenue, en quelques décennies, l'un des trois grands pôles de l'économie mondiale, avec les États-Unis et l'Allemagne. Elle a aussi parfaitement maîtrisé le contrôle des investissements étrangers sur son territoire de même que les transferts de technologies, se positionnant ainsi comme l'atelier du monde, mais surtout comme un point central et incontournable des *chaînes de valeur*. On désigne par ce terme l'ensemble des activités interconnectées d'une entreprise afin d'obtenir un avantage concurrentiel, un système mis en place par les multinationales qui dominent l'économie mondiale actuelle. Cette montée en puissance de la Chine n'est pas sans susciter de nombreuses critiques – notamment sur les plans des droits humains et de l'écologie³ –, à commencer aux États-Unis où les rivalités n'ont cessé de s'accumuler depuis le début des années 2000.

De la codépendance économique au piège de Thucydide

Il faut d'abord mentionner que la relation entre la Chine et les États-Unis est devenue à ce point étroite que certains auteurs comme Stephen Roach dans *Unbalanced: The Codependency of America and China* (Yale University Press, 2014) en parlent comme d'une relation de « codépendance ». S'il ne faut pas surestimer cette codépendance, notamment sur les plans de l'économie et des investissements – puisque le Canada et le Mexique demeurent les premier et deuxième partenaires commerciaux des États-Unis –, il n'en demeure pas moins que la troisième position de la Chine montre à quel point cette dernière et les États-Unis ont besoin l'un de l'autre. Ce changement de statut et de trajectoire sont symbolisés par les nouvelles ambitions du président Xi Jinping, qui s'incarnent notamment dans les grands projets de la *Belt and Road Initiative* (nouvelles routes de la soie reliant la Chine à l'Occident par voies maritimes, ferroviaires et routières sur lesquelles je reviendrai dans un autre article) et le plan *Made in China 2025*.

De nombreux observateurs américains perçoivent désormais la Chine comme aspirant à l'hégémonie, sa domination devenant inéluctable au fur et à mesure que se densifie sa puissance économique, géopolitique et géostratégique, une perspective jugée inenvisageable pour les États-Unis. Favorisée par son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, puis par la crise financière de 2008-2009, la montée en puissance de la Chine – d'abord de son économie puis de son appareil militaire (un budget de 261 milliards de dollars américains en 2019) – a ravivé les débats sur l'éventualité d'un conflit ouvert avec les États-Unis. À cet égard, le politologue Graham Allison, professeur à Harvard, évoquant le risque de voir la relation entre les deux pays déboucher sur un conflit, rappelle « le piège de Thucydide⁴ », l'historien grec qui, dans l'Antiquité, a relaté la Guerre du Péloponnèse ayant opposé l'empire athénien à Sparte, puissance montante qui en sortit victorieuse.

Après avoir longtemps espéré voir la Chine s'intégrer dans l'ordre international, les États-Unis s'irritent donc désormais de voir Beijing profiter de la stabilité de la *Pax Americana* – produit de l'hégémonie américaine dans le monde et de sa domination économique et militaire –, laquelle semble de moins en moins favoriser Washington. Il est incontestable que la Chine tire profit de l'affaiblissement progressif des grandes puissances, et surtout de celui des États-Unis, en multipliant les initiatives internationales visant à affirmer la sienne. Cette perception est confirmée dans la *National Security Strategy of the United States of America*, un rapport paru en décembre 2017 qui définissait la Chine comme une « rivale stratégique » des États-Unis au même titre que la Russie. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la riposte commerciale, puis technologique, de l'administration Trump.

S'il est certain que la croissance de l'économie chinoise procure de nombreux avantages aux entreprises américaines, le fait que Beijing veuille désormais creuser l'écart avec son grand rival et changer le rapport de force en sa faveur dérange.

Une « guerre » commerciale

En mars 2018, à la suite d'une enquête menée sur le transfert de technologies (section 301 du *Trade Act*), le gouvernement américain annonçait que des droits de douane punitifs d'une valeur de 50 milliards de dollars américains seraient imposés unilatéralement sur des importations en provenance de Chine, en raison de la violation de la propriété intellectuelle détenue par les entreprises américaines. Dès lors, la « guerre commerciale » s'est intensifiée, la quasi-totalité des exportations chinoises vers les États-Unis étant assujettie à des droits de douane supplémentaires, notamment pour rééquilibrer un déficit commercial nettement à l'avantage de la Chine (de l'ordre de 420 milliards de dollars en 2018).

Ébranlée par la virulence des attaques américaines et des droits de douane punitifs, la Chine a conclu une entente commerciale d'un nouveau type avec les États-Unis. Cet accord de phase 1 (la phase 2 devant se négocier après les élections américaines), signé le 15 janvier dernier, prévoit que la Chine augmentera ses importations de biens et de services américains de 200 milliards de dollars pour 2020 et 2021, soit presque le double par rapport à leur niveau de 2017. Le gouvernement chinois s'engage aussi à renforcer la défense de la propriété intellectuelle, à interdire les transferts forcés de technologie, à prendre des mesures d'ouverture du secteur financier et à ne pas manipuler la monnaie chinoise (yuan) pour atténuer l'impact de la hausse des droits de douane, par exemple. En contrepartie, les États-Unis ont ramené de 15 % à 7,5 % les droits de douane sur 120 milliards de dollars d'importations, tout en les maintenant à 25 % sur 250 milliards d'importations.



Une rivalité technologique

Débuté sur le front commercial, l'affrontement sino-américain s'est prolongé sur le front technologique, Beijing ayant l'ambition d'évoluer de sa position «d'atelier du monde» vers celle de siège d'«une production spécialisée et innovante», tel qu'énoncé dans le plan *Made in China 2025*. Pour atteindre cet objectif, le pays investit massivement dans la recherche et le développement, y consacrant 2,1 % de son PIB.

Depuis quelques années, le contrôle des données numériques fait l'objet d'une concurrence planétaire qui oppose principalement les États-Unis et la Chine. Les principaux concurrents des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) sont aujourd'hui chinois et désignés par l'acronyme BHATX (Baidu, Huawei, Alibaba, Tencent et Xiaomi). Ils bénéficient d'un marché intérieur à la fois protégé – puisque les GAFAM ne sont pas autorisés à exercer leurs activités sur le territoire chinois⁵ – et en pleine expansion. Les BHATX, qui ont les mêmes objectifs stratégiques que l'État-parti, deviennent alors de véritables outils géoéconomiques entre les mains du pouvoir central, qui souhaite faire de la Chine la future puissance dominante dans le domaine. Grâce aux BHATX, la Chine souhaite développer une «route de la soie numérique» et tente notamment d'influencer en sa faveur les normes et les standards du secteur du numérique.

En outre, que ce soit par le truchement de sa recherche fondamentale et appliquée ou dans le but de placer le

S'il s'agit de faire de la Chine une très grande puissance, disputer la première place aux États-Unis n'est pas forcément un objectif primordial à court et moyen terme.

pays en tête de la connaissance mondiale dans les secteurs clés des sciences cognitives, de la neurobiologie, de la neuroscience, de la logique mathématique et des logiciels complexes, la Chine a aujourd'hui fait de l'intelligence artificielle (IA) un secteur prioritaire et pourrait s'imposer comme le chef de file en la matière à l'horizon 2030. Cela s'explique entre autres par le volume de données que produisent plus de 856 millions d'internautes et par des investissements publics et privés colossaux (70 milliards de dollars en 2019-2020), sans oublier l'énorme quantité de données recueillies par la surveillance électronique étatique et les logiciels de reconnaissance faciale.

L'étroite articulation entre le projet des nouvelles routes de la soie et le plan *Made in China 2025* – qui cible dix industries innovantes (économie numérique, IA, robotique, drones, supercalculateurs, semi-conducteurs, informatique quantique, etc.) – a pour but de réduire la dépendance technologique extérieure de la Chine, notamment face aux États-Unis, et d'en faire un leader à l'échelle mondiale. Pour les uns, le réseau 5G (terme désignant la cinquième génération des standards pour la

téléphonie mobile) développé par les entreprises chinoises (Huawei et ZTE) montre leur maîtrise très avancée des nouvelles technologies. La 5G couvrira les États membres des nouvelles routes de la soie (126 pays), apportant du même coup un débouché économique et une innovation technologique à ces pays, dont plusieurs sont en développement. D'autres, en revanche, y voient un cheval de Troie mettant ces pays sous surveillance. C'est notamment le cas des États-Unis, qui ont fait entendre leurs inquiétudes face à la menace que pose la 5G chinoise, vue comme un outil de dépendance instaurant une nouvelle forme de gouvernance régulée par des normes chinoises. Mais force est de constater que la stratégie américaine visant à «confiner Huawei» est pour l'instant un échec.

Jusqu'où ira l'escalade ?

Atteindrons-nous, à court terme, un point de non-retour dans la dégradation des relations entre les États-Unis et la Chine ? Nous dirigeons-nous vers une véritable guerre froide entre des économies toujours très imbriquées en dépit d'un commerce bilatéral en baisse en raison de la pandémie de COVID-19 et de la diminution considérable des investissements chinois aux États-Unis ?

Du côté chinois, le développement économique, la stabilité sociale et la survie du régime politique à parti unique restent et resteront les priorités. S'il s'agit de faire de la Chine une très grande puissance, disputer la première place aux États-Unis n'est pas forcément un objectif primordial à court et moyen terme. Le gouvernement chinois garde la tête froide. Il prend des risques calculés vis-à-vis des États-Unis et ne se laisse pas entraîner dans des situations dangereuses dont il ne pourrait s'extirper.

Du côté des États-Unis, tout dépendra des élections présidentielles, dont le résultat n'est pas encore connu au moment d'écrire ces lignes. Si le candidat démocrate l'emportait, la trêve prévue par la phase 1 pourrait plus aisément donner lieu à la négociation d'un accord sur la phase 2, mais pourrait aussi relancer de vives critiques sur la nature du régime chinois et les violations des droits de la personne. 🇺🇸

1. PricewaterhouseCoopers, «*The Long View. How will the global economic order change by 2050?*», février 2017.

2. OMC, «*World Trade Statistical Review 2019*», Genève, 2019.

3. Voir dans *Relations* : Dilmurat Mahmut, «Ouïghours : un génocide culturel en marche», n° 809, juillet-août 2020 et Jean-François Rousseau, «La Chine face à la crise écologique», n° 799, novembre-décembre 2018.

4. Graham Allison, «*Destined for War: Can America and China Escape Thucydide's Trap?*», Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

5. Apple distribue ses produits en Chine, mais elle n'est plus autorisée à vendre ses applications via son App Store.